

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SITUATION DE L'EMPLOI EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Actualisation au 4 février 2019

Depuis le début de l'année 2018, les indicateurs économiques de la région montrent des signes de ralentissement par rapport à 2017. En particulier, l'emploi salarié se replie au troisième trimestre et le recours à l'intérim des établissements de la région recule depuis le début 2018. Les climats des affaires dans les différents secteurs et les perspectives nationales et régionales font état d'un ralentissement mais restent globalement bien orientés.

► ENVIRONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

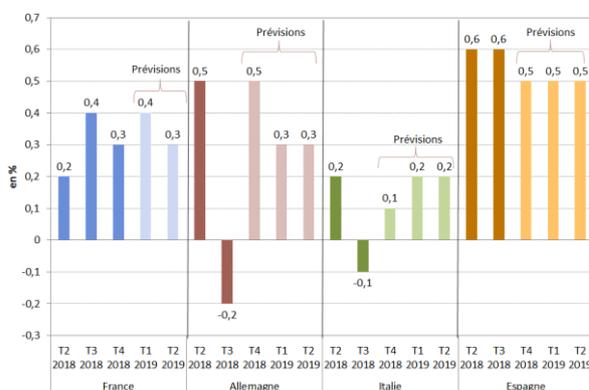
INTERNATIONAL : VIGUEUR AMÉRICAINE, ESSOUFFLEMENT EUROPÉEN

1

L'activité dans les pays de la zone euro s'essouffle au 3^e trimestre 2018. En particulier, l'activité italienne et l'économie allemande ont marqué le pas. Les difficultés d'adaptation de la production automobile allemande à la nouvelle norme antipollution entrée en vigueur en septembre expliquent principalement ce repli. Cependant, les climats des affaires, en repli depuis le début de l'année, suggèrent un affaiblissement de la croissance européenne qui ne se limiterait pas à des facteurs ponctuels.

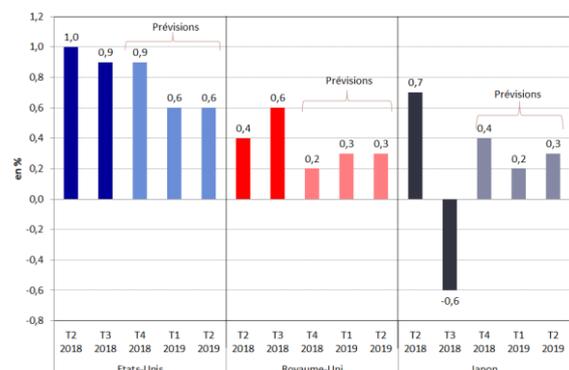
L'activité américaine reste, quant à elle, vigoureuse, soutenue par la progression de la consommation privée alors que l'investissement des entreprises s'est replié et que celui des ménages a accentué son recul. À l'inverse, l'activité au Japon s'est contractée (-0,6 %), avec le repli de la consommation des ménages mais aussi celui de l'investissement des entreprises et des exportations.

Évolutions du PIB et prévisions de croissance dans la Zone Euro



Source : Insee, traitement Directcte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions du PIB et prévisions de croissance pour les principaux partenaires de la France hors Zone Euro



Source : Insee, traitement Directcte Bourgogne-Franche Comté, SESE

TENDANCES NATIONALES

- **L'activité continue de progresser au 4^e trimestre²** : Au 4^e trimestre 2018, l'activité française augmente au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,3 %). Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance a ralenti par rapport à 2017 : +1,5 % après +2,3 %. Ce trimestre, la consommation des ménages et l'investissement progressent moins rapidement. Les échanges extérieurs tirent la croissance.
- **Le climat des affaires se stabilise³** : Après avoir reculé tout au long de l'année 2018, le climat des affaires se stabilise en janvier 2019. Il demeure légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période. Il recule nettement dans le commerce de gros et légèrement dans le bâtiment. Il augmente un peu dans les services et se stabilise dans l'industrie et le commerce de détail.
- **Le climat de l'emploi est stable³** : En janvier 2019, le climat de l'emploi se stabilise et se maintient à un niveau élevé. La hausse du solde d'opinion relatif à l'emploi prévu dans les services hors agences d'intérim compense les baisses de soldes sur l'emploi prévu ou passé dans d'autres secteurs.
- **Une croissance modérée de l'emploi salarié au 3^e trimestre 2018⁴** : Au 3^e trimestre 2018, les créations nettes d'emploi salarié atteignent +15 000 (soit +0,1 %) après +15 900 au trimestre précédent. L'emploi salarié recule de nouveau dans la fonction publique (-7 400), et augmente faiblement dans le privé (+22 400). Sur un an, il s'accroît de 175 100 (soit +0,7 %) : +197 200 dans le privé et -22 100 dans la fonction publique. L'emploi est stable dans l'industrie et continue de croître solidement dans la construction. Il ralentit dans les services marchands en raison du repli de l'intérim.
- **taux de chômage est stable au 3^e trimestre 2018⁵** : en France (hors Mayotte), le **taux de chômage au sens du BIT** est stable par rapport au trimestre précédent et s'établit à 9,1 % de la population active. Au 3^e trimestre 2018, le **taux de chômage de longue durée** s'établit à 3,4 % de la population active. Il diminue de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et de 0,8 point sur un an.

PRINCIPALES PERSPECTIVES¹

- Au sein de la Zone Euro, le dynamisme économique associé au rattrapage consécutif aux récessions passées serait en passe de s'estomper. Malgré les soutiens budgétaires dans quelques pays, l'activité de la zone euro poursuivrait donc son ralentissement, avec une croissance d'environ 0,3 % par trimestre d'ici la mi-2019. À cet horizon, l'économie française progresserait à un rythme similaire (0,4 % au premier trimestre 2019 puis +0,3 % au deuxième). L'acquis de croissance du PIB français pour 2019 serait de 1,0 % à la mi-année. Après d'importantes livraisons aéronautiques et navales fin 2018, la contribution du commerce extérieur à la croissance redeviendrait négative au premier semestre 2019. La progression de l'activité serait donc principalement portée par le dynamisme de l'investissement des entreprises et le redressement de la consommation des ménages, sous l'effet notamment des mesures de soutien au pouvoir d'achat.
- L'emploi conserverait un rythme modéré (64 000 créations nettes au premier semestre 2019, après 107 000 sur l'ensemble de l'année 2018), le chômage diminuerait ainsi peu (9,0 % à la mi-2019).

¹ Note de conjoncture de décembre 2018, Insee.

² Insee, Comptes nationaux trimestriels, Informations rapides, janvier 2019.

³ Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, Informations rapides, janvier 2019.

⁴ Insee, Emploi salarié – 3^e trimestre 2018, Informations Rapides, décembre 2018.

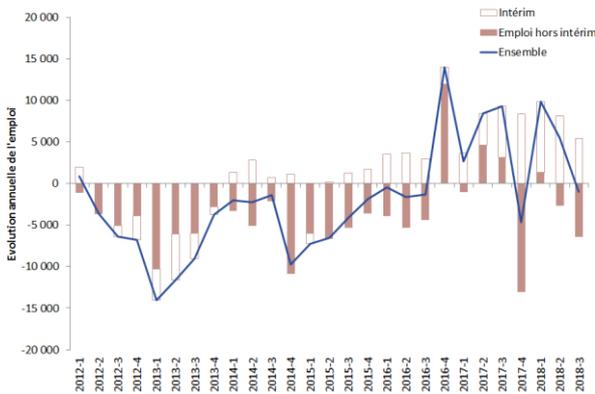
⁵ Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) – 3^e trimestre 2018 – novembre 2018.

L'EMPLOI SALARIÉ SE REPLIE UNE NOUVELLE FOIS DANS LE PRIVÉ ET LE PUBLIC

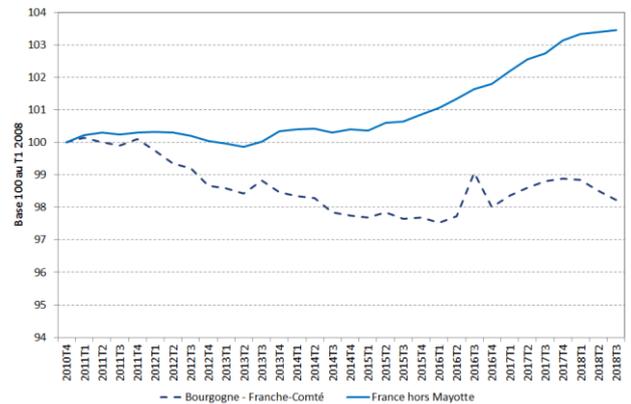
L'emploi salarié total (privé et public) recule au 3^e trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté alors qu'il augmente modérément au niveau national. Dans la fonction publique, l'emploi salarié poursuit son repli dans la région, au même rythme qu'au trimestre précédent : 840 emplois sont supprimés, soit une baisse de 0,4 %. Au niveau national, il diminue de 0,1 %. Dans le privé, l'emploi salarié baisse également en Bourgogne-Franche-Comté (-0,3 %, soit 1 960 emplois détruits). En France, il augmente légèrement (+0,1 %). Sur un an, l'emploi salarié recule (-0,6 %) dans la région tandis qu'il augmente de 0,7 % au niveau national.

L'emploi salarié total baisse dans l'ensemble des départements à l'exception de l'Yonne et de la Saône-et-Loire où il se stabilise. Dans l'Yonne, les hausses de l'emploi agricole et des services marchands compensent la baisse des autres secteurs. En Saône-et-Loire, La hausse des effectifs dans l'agriculture compensent les baisses enregistrées dans les autres secteurs. Dans les autres départements, l'emploi décroît sous l'effet notamment du recul prononcé de l'intérim.

Évolution de l'emploi salarié total (privé et public) en Bourgogne-Franche-Comté



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE



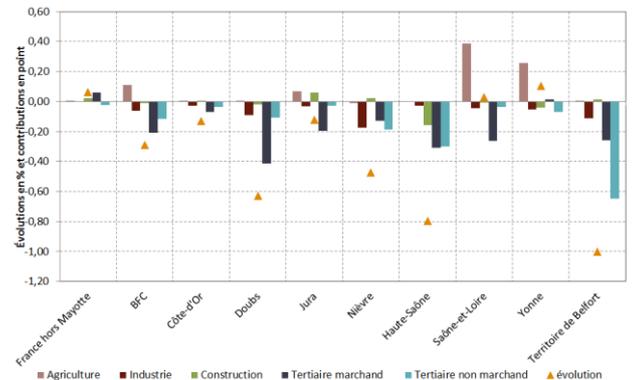
Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions de l'emploi salarié dans la région

	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	3e trim. 2017	2e trim. 2018	3e trim. 2018	trimestrielle	annuelle
Côte-d'Or	215	213	213	-0,1	-1,1
Doubs	196	197	195	-0,6	-0,4
Jura	85	85	85	-0,1	-0,1
Nièvre	66	66	65	-0,5	-0,6
Haute-Saône	67	66	66	-0,8	-1,0
Saône-et-Loire	184	183	183	0,0	-0,2
Yonne	110	109	109	0,1	-0,3
Territoire de Belfort	52	52	51	-1,0	-1,5
Bourgogne- Franche-Comté	974	971	968	-0,3	-0,6
France hors Mayotte	24 999	25 159	25 174	0,1	0,7

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Source : Insee, estimations d'emploi.

Contribution des secteurs à l'évolution trimestrielle de l'emploi salarié



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

LE TERTIAIRE MARCHAND BAISSÉ, L'EMPLOI INTÉrimAIRE SE REPLIANT NETTEMENT

Au 3^e trimestre 2018, la baisse des effectifs salariés dans le tertiaire marchand s'explique principalement par l'intérim ; le commerce se replie également légèrement (-0,2 %). L'année 2018 rompt la tendance à la hausse de l'emploi intérimaire observée depuis plusieurs années. Au 3^e trimestre 2018, l'emploi intérimaire recule plus fortement qu'au deuxième trimestre (-5,1 % après -2,9 %), pénalisé par un recul plus marqué ce trimestre dans l'industrie et dans les transports. Le recul dans l'industrie est principalement dû aux baisses de l'intérim dans la fabrication de matériels de transport, la fabrication de machines et équipements.

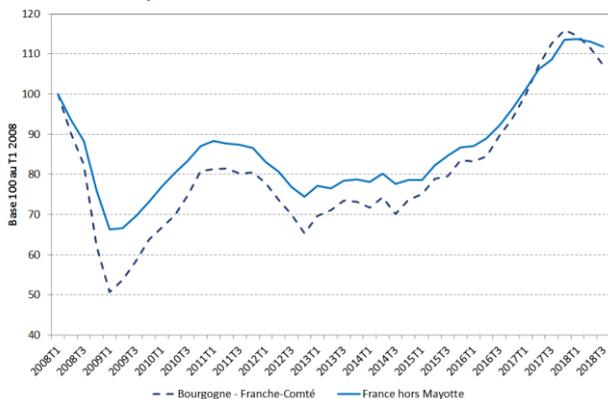
Néanmoins, avec près de 40 000 intérimaires comptabilisés fin décembre dans les entreprises de travail temporaire de la région (cf. Encadré Mesurer l'intérim p11), l'emploi intérimaire reste à un niveau élevé.

Depuis le 2^e trimestre 2018, l'emploi intérimaire baisse dans tous les départements de la région. Au troisième trimestre, ce repli s'est nettement accentué dans le Doubs et dans une moindre mesure en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire.

D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France⁶, le climat des affaires s'est légèrement replié en décembre 2018 dans les services marchands mais il demeure à un niveau élevé. L'activité a progressé dans tous les secteurs, à l'exception de l'hôtellerie-restauration et la réparation automobile. Dans les agences d'intérim, l'activité a fortement rebondi en raison de la progression de la demande dans les services (transports, logistique et commerce). En revanche, la demande continue de baisser dans l'industrie.

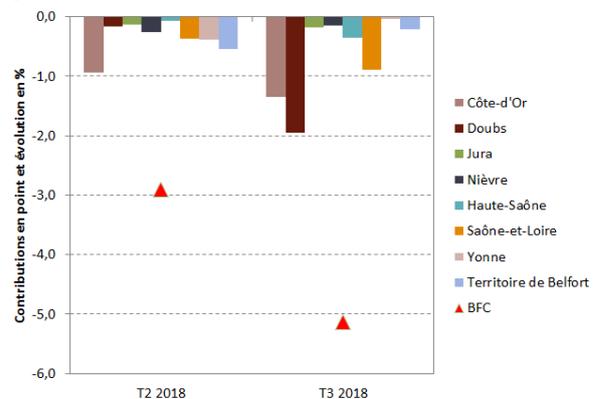
Par ailleurs, les perspectives sont bien orientées.

Évolution de l'emploi intérimaire



Source : Dares, emploi intérimaire comptabilisé en fin de trimestre à l'établissement de travail temporaire

Contribution des départements à l'évolution de l'emploi intérimaire régional



Source : Dares, emploi intérimaire comptabilisé en fin de trimestre à l'établissement de travail temporaire

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire selon les secteurs dans lequel exerce l'intérimaire

évol trimestrielle (en %)	Agriculture	Industrie	Commerce	Services	Construction	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	Tous secteurs
T2 2018	21,9	-4,3	-4,1	1,3	0,7	-3,9	-2,9
T3 2018	-22,7	-5,1	-9,2	-1,1	-3,4	1,7	-5,1

Source : Dares, emploi intérimaire comptabilisé en fin de trimestre à l'établissement de travail temporaire

Climat des affaires dans les services marchands



Source : Banque de France

⁶ Tendances régionales, Banque de France, décembre 2018.

MOROSITÉ DANS LA CONSTRUCTION

Au 3^e trimestre 2018, l'emploi dans le secteur de la construction diminue (-0,2 % après -0,1 %).

D'après les statistiques sur la construction de logements, publiées par la DREAL⁷, le nombre de logements autorisés baisse de 5 % entre novembre 2018 et décembre 2017, comme en moyenne en France), pour atteindre 12 500 logements. Le repli des autorisations touche légèrement moins le secteur collectif que le secteur pavillonnaire (-7 %). La Côte-d'Or concentre l'essentiel du repli des autorisations de la région. Elles y diminuent de 18 % après avoir atteint un niveau particulièrement élevé un an auparavant. Les autorisations reculent également en Haute-Saône (-13 %) et dans l'Yonne (-28 %), mais dans de plus faibles volumes. Le nombre de logements autorisés est stable dans le Doubs et progresse faiblement en Saône-et-Loire (+3 %) et dans le Jura (+6 %). Il croît de 35 % dans la Nièvre et de 41 % dans le Territoire de Belfort.

Dans la région, les mises en chantier de logements progressent (+4,0 %) alors qu'elles sont stables au niveau national. Les mises en chantier de logements collectifs ou en résidence augmentent fortement (+16 %) tandis que celles des pavillons reculent (-6 %).

La croissance des mises en chantier de la région est portée principalement par la vigueur des mises en chantiers observée en Côte-d'Or (+40 %) et dans le Territoire de Belfort (+17 %). Elles progressent faiblement dans le Jura et en Saône-et-Loire. Le nombre de logements commencés baissent dans les autres départements : de -13 % dans le Doubs à -41 % dans la Nièvre où le niveau de l'an passé était particulièrement élevé.

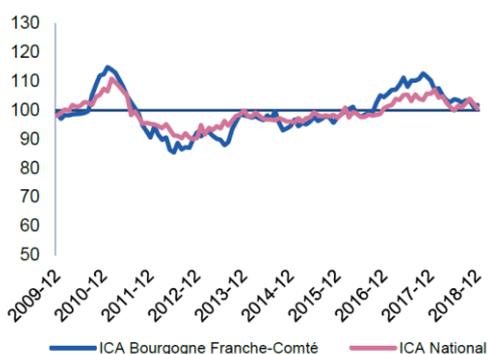
5

INDUSTRIE : LES PERTES D'EMPLOI S'ACCROISSENT

Les pertes d'emploi dans le secteur de l'industrie s'accroissent ce trimestre : -0,4 % au 3^e trimestre, soit un peu plus de 600 emplois. Les effectifs baissent en particulier dans la fabrication de matériels de transport (-1,1 %).

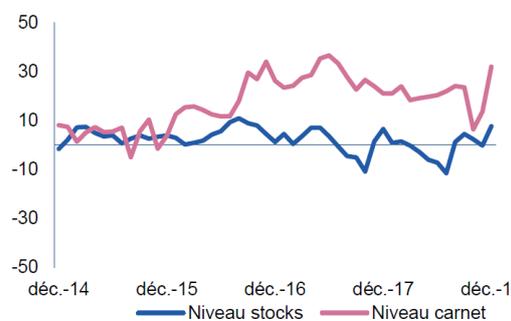
D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France⁶, le climat des affaires se redresse légèrement en décembre 2018. La production augmente et les carnets de commandes, déjà au-delà de leurs niveaux de longue période, continuent de s'étoffer. Cependant, les perspectives sont orientées vers un ralentissement de l'activité.

Climat des affaires dans l'industrie



Source : Banque de France

Situation des carnets de commandes et des stocks de produits finis dans l'industrie (en solde d'opinions CVS)



Source : Banque de France

⁷ Observation et statistiques : La construction de logements neufs en Bourgogne Franche-Comté, DREAL Bourgogne Franche Comté, janvier 2019.



Une année 2018 favorable à la production de vins mais défavorable aux fourrages et aux cultures

L'année 2018 apparaît comme l'année du renouveau pour les vins avec de très beaux volumes ainsi qu'une belle qualité de raisin. L'état sanitaire est resté bon tout au long du cycle végétatif. L'été chaud et sec suivi de pluies juste avant les vendanges a permis aux nombreuses baies de gonfler. Si l'Yonne et le Jura enregistrent des records de production de vins par rapport à la moyenne quinquennale, les autres départements ne sont pas en reste. Dans ce contexte d'une offre abondante, les cours des vins en vrac sont majoritairement à la baisse pour l'ensemble des appellations. Ainsi, le prix du Bourgogne Aligoté diminue de 21 % tandis que le Bourgogne rouge est en baisse de 7 %. Au cumul des 11 premiers mois de l'année 2018, les exportations de vins de Bourgogne sont en hausse. Cette progression profite principalement aux appellations régionales.

Un bilan en demie teinte pour les rendements des cultures mais des prix en hausse

La campagne culturale 2017-2018 est marquée par un hiver doux, un printemps pluvieux et une sécheresse estivale qui se prolonge jusqu'à l'automne. Les semis d'automne se réalisent dans de bonnes conditions mais en janvier, l'abondance des pluies cause des dégâts au niveau des racines dans des parcelles gorgées d'eau. Un nouvel épisode de pluviométrie élevée au printemps impacte la structure des sols. Ensuite, la sécheresse à partir de mai accélère la senescence des cultures d'automne (colza, blé et orge) et provoque un stress hydrique marqué pour les cultures d'été (maïs, soja). Finalement les rendements se situent en dessous de la moyenne quinquennale. La sécheresse très marquée en Russie et au centre et est de l'Europe provoque une hausse des prix du blé et de l'orge dès le début du mois de juillet qui se prolonge jusqu'en fin d'année. Le prix du colza est également plus élevé qu'en 2017 en lien avec la baisse de la production européenne.

Le prix du lait en hausse et la production de Comté en baisse

Si en début d'année, les livraisons de lait dans notre région progressent par rapport à 2017, elles connaissent une baisse à partir de septembre qui s'accroît en octobre et novembre à - 6%. En effet, les éleveurs ont abattu des vaches laitières pour adapter la taille de leur troupeau aux stocks de fourrages fortement pénalisés par la sécheresse. En outre, les foin réalisés après un printemps humide n'ont pas la qualité de ceux de 2017. Le prix du lait conventionnel atteint les 382 € les 1 000 litres en novembre, en progression régulière depuis le mois de juin. Le prix du lait AOP s'établit à plus de 580 € les 1 00 litres. Le recul des livraisons de lait régionales impacte surtout la production de pâtes pressées cuites. Ainsi, le Comté régresse de plus de 11 % par rapport à son niveau de l'an passé. Les fabrications de Morbier reculent de plus de 7 % alors que celles de Mont d'Or sont supérieures de 2,2 % par rapport à celles de l'an passé. Les fabrications de produits frais (crèmes, yaourts) n'ont pas connu de baisse depuis septembre 2017.

Un marché équilibré pour les brouards mais les prix des bovins gras sont à la peine

Le marché du brouard tire son épingle du jeu en 2018. Cependant, les exportations sont en baisse de 3 % en cumul annuel. La diminution de l'offre est à rechercher du côté de la baisse de fertilité des vaches due à la sécheresse de printemps de 2017. Comme en 2017, le marché est généralement équilibré et les cours sont soutenus. La baisse saisonnière automnale se limite à 20 centimes. En conséquence, le cours du maigre se tient bien. A contrario, le bovin gras est à la peine toute l'année. Les cours approchent avec les valeurs les plus basses de ces dernières années. Le taurillon n'a jamais vraiment trouvé son marché et son prix s'érode pour finir proche de celui de 2016. De 4,13 €/kg de carcasse, prometteur, en janvier le prix du mâle viande U fléchit jusqu'à 3,82 €/kg suivi d'un léger rebond à 3,82 €/kg, 20 centimes en-dessous de 2017. La vache de réforme n'est pas plus demandée. La vache viande R commence l'année au plus bas, à près de 3,50 €/kg pour finir à 3,66 €/kg.

L'EMPLOI FRONTALIER AUGMENTE AU 3^E TRIMESTRE 2018

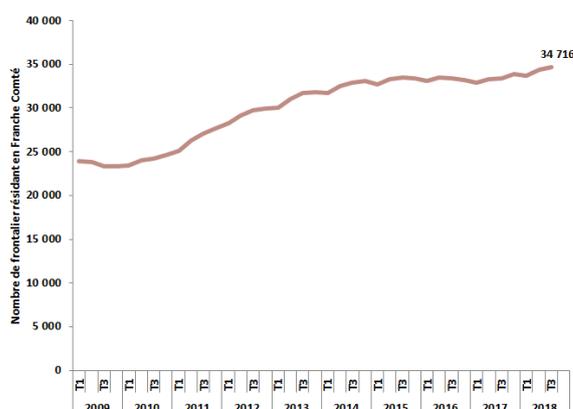
Au 3^e trimestre 2018, l'emploi frontalier continue d'augmenter (+1,0 %). Sur un an, les effectifs progressent : +4,1 % soit un peu plus de 1 350 emplois. Les effectifs augmentent au 3^e trimestre 2018 dans le canton de Neuchâtel (+3 %), et sont stables dans les cantons de Vaud et du Jura.

La situation économique dans ces cantons est favorable, en particulier dans le canton de Neuchâtel. Dans le canton de Vaud, la conjoncture résiste à la dégradation de l'environnement conjoncturel international. La croissance économique progresserait en 2019 de 1,8 %, selon les dernières prévisions calculées par le CREA et publiées par la Banque Cantonale Vaudoise (BCV), l'État de Vaud et la Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie (CVCI).

MEMENTO

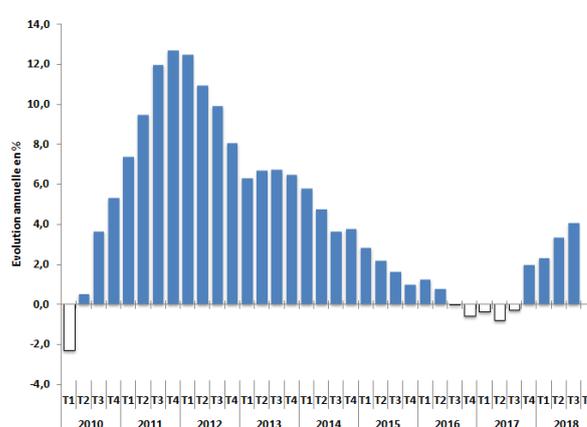
Près de 35 000 habitants de la région travaillent en Suisse. 70 % d'entre eux résident dans le département du Doubs. Le Jura et le Territoire de Belfort abritent l'un et l'autre 17 % et 9 % des frontaliers de la région. Quelques centaines de travailleurs frontaliers résident dans les départements de l'ex Bourgogne, essentiellement en Côte d'Or et en Saône-et-Loire.

Nombre de frontaliers en Bourgogne Franche Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Variation annuelle de l'emploi frontalier en Bourgogne - Franche-Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Lecture : au T3 2018, l'emploi frontalier a augmenté par rapport au T3 2017

LE CHÔMAGE AUGMENTE

Le taux de chômage en Bourgogne-Franche-Comté augmente et s'établit ce trimestre à 7,9 % (+ 0,2 point). Le taux de chômage de la région reste plus faible qu'au niveau national (9,1 %). Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,4 point en Bourgogne-Franche-Comté (-0,5 point en moyenne en France).

Le taux de chômage augmente dans tous les départements de la région, à l'exception du Jura et de l'Yonne où il stagne. Le taux de chômage se situe entre 6,5 % dans le Jura à 9,5 % dans le Territoire de Belfort.

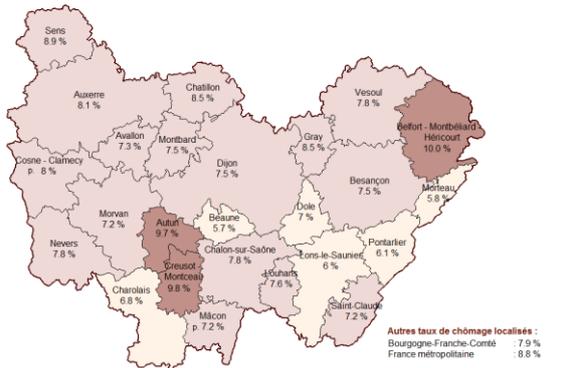
Au niveau des zones d'emploi, le taux de chômage se stabilise dans la majorité des zones d'emploi. Il diminue dans les zones d'emploi d'Avallon (-0,3 point), Morteau (-0,2 point), Pontarlier et Cosne-Clamecy (-0,1 point chacune).

Taux de chômage par département

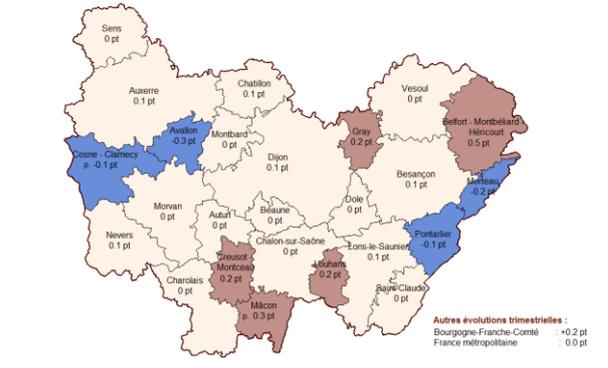
Départements	3e trim. 2017	2e trim. 2018	3e trim. 2018	Evolution trimestrielle	Evolution annuelle
Côte d'Or	7,9	7,3	7,4	↑	↓
Doubs	8,4	7,8	8	↑	↓
Jura	7,0	6,5	6,5	→	↓
Nièvre	8,5	7,7	7,8	↑	↓
Haute-Saône	8,8	8,0	8,3	↑	↓
Saône et Loire	8,4	7,8	7,9	↑	↓
Yonne	8,9	8,3	8,3	→	↓
Territoire de Belfort	9,6	9,2	9,5	↑	↓
Bourgogne-Franche-Comté	8,3	7,7	7,9	↑	↓
France hors Mayotte	9,6	9,1	9,1	→	↓

Source : Insee

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 3ème trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté par zone d'emploi



Evolution trimestrielle du taux de chômage localisé en Bourgogne-Franche-Comté par zone d'emploi (en point)



LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATÉGORIE A DIMINUE AU 4^E TRIMESTRE 2018

La région compte 123 230 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A au 4^e trimestre 2018. Ce nombre diminue de 1,4 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A baisse de 2,3 %. En France métropolitaine, ce nombre baisse de 1,1 % au cours du trimestre et diminue de 1,5 % sur un an. En Bourgogne-Franche-Comté, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A recule particulièrement pour les moins de 25 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse dans tous les départements à l'exception du Jura où il augmente légèrement (+0,1 point).

Le nombre de demandeurs de catégories B recule de 3,7 % par rapport au trimestre précédent et augmente de 0,4 % sur un an. Pour les catégories C, il progresse de 1,9 % ce trimestre et de 0,8 % sur un an. Au 4^e trimestre 2018, la demande d'emploi de longue durée augmente de 0,1 % par

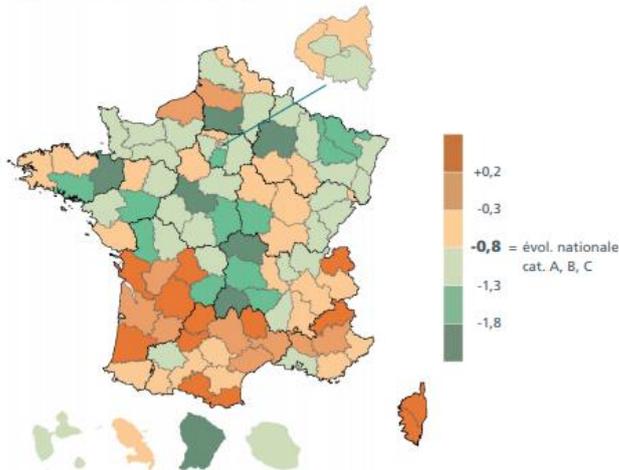
rapport au 3^e trimestre 2018 et progresse de 2,7 % sur un an. Elle représente 47,1 % des personnes en recherche d'emploi.

Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

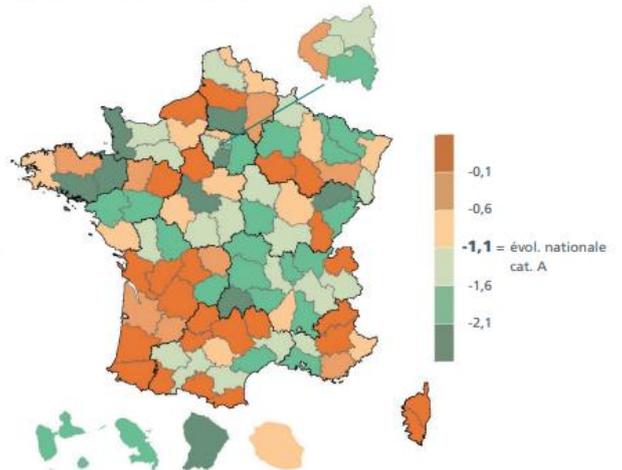
	4e trim. 2017	3e trim. 2018	4e trim. 2018	Variation trimestrielle		Variation annuelle	
Demande d'emploi en fin de mois							
catégorie A	126 140	125 000	123 230	✓	-1,4	✓	-2,3
Catégories B	29 130	30 370	29 260	✓	-3,7	✗	0,4
Catégories C	61 420	60 710	61 890	✗	1,9	✗	0,8
Ensemble	216 690	216 080	214 380	✓	-0,8	✓	-1,1
Demande d'emploi des femmes							
catégorie A	61 540	60 580	59 980	✓	-1,0	✓	-2,5
Ensemble	113 210	113 120	112 640	✓	-0,4	✓	-0,5
Demande d'emploi des 15-24 ans							
catégorie A	17 670	18 540	17 760	✓	-4,2	✗	0,5
Ensemble	30 350	30 990	29 910	✓	-3,5	✓	-1,4
Demande d'emploi des 50 ans et plus							
catégorie A	36 160	35 130	35 310	✗	0,5	✓	-2,4
Ensemble	56 590	56 650	57 100	✗	0,8	✗	0,9
Demande d'emploi de longue durée							
nombre	98 390	100 950	101 060	✗	0,1	✗	2,7
poids	45,4%	46,7%	47,1%	✗	0,5	✗	2,3

source: STMT Pole emploi DARES, données CVS, traitement Direccte Bourgogne Franche Comté, SESE

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C au quatrième trimestre 2018 (en %)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A au quatrième trimestre 2018 (en %)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, données CVS-CJO.

AUGMENTATION DES RUPTURES CONVENTIONNELLES

Le flux des ruptures conventionnelles homologuées ou autorisées par les UT de la Direccte reste important. Elles sont en augmentation : 3 773 ruptures ont été accordées au 4^e trimestre 2018, soit une hausse de 9,0 % par rapport à l'année précédente.

Les ruptures conventionnelles

	BFC	
	T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Nombre de ruptures conventionnelles*	3 773	+9,0
Cumul annuel	13 727	+7,0
Ruptures conv. Collectives (cumul)	8	
Licenc. effectifs et/ou envisagés (cumul)	649	

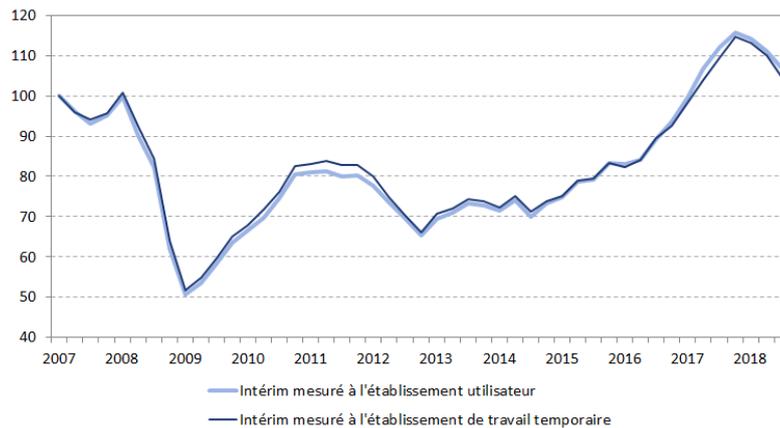
Source : DIRECCTE BFC / SI-Ruptures conventionnelles ; SI-Homologation PSE

LE RECOURS À L'INTÉRIM RECLE

L'emploi intérimaire peut être mesuré de deux manières (cf. Encadré Mesurer l'intérim p11), à l'établissement de travail temporaire ou à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire l'établissement qui emploie l'intérimaire. Ce dernier concept, qualifié ici de recours à l'intérim, permet d'appréhender l'emploi intérimaire comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région.

Au 3^e trimestre 2018, le recours à l'intérim dans les établissements de la région continue de reculer (-3,9 % après -2,7 %). Cette baisse est moins prononcée que celle de l'emploi intérimaire. Le recours à l'intérim dans l'industrie baisse moins fortement ce trimestre qu'au précédent alors que ce recul est nettement plus marqué dans le commerce et les transports. Il continue d'augmenter dans les services.

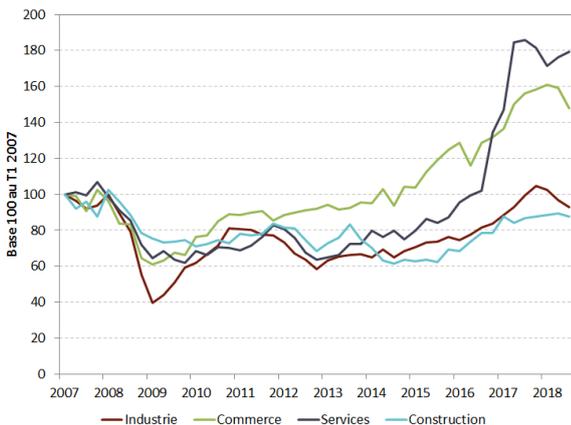
L'emploi intérimaire en fin de trimestre en Bourgogne-Franche-Comté



Source : Dares, traitement Sese Directe Bourgogne-Franche-Comté

Au niveau des départements, le recours à l'intérim progresse dans l'Yonne (+0,9 %) et se replie dans tous les autres départements : de -2,3 % dans le Territoire de Belfort à -8,0 % en Côte-d'Or.

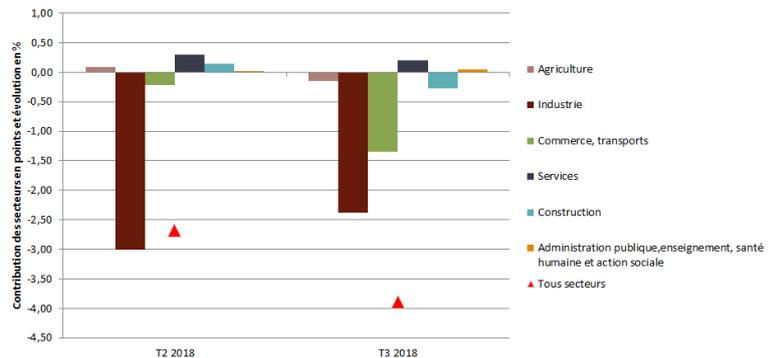
Le recours à l'intérim par secteur d'activité



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Directe Bourgogne-Franche-Comté

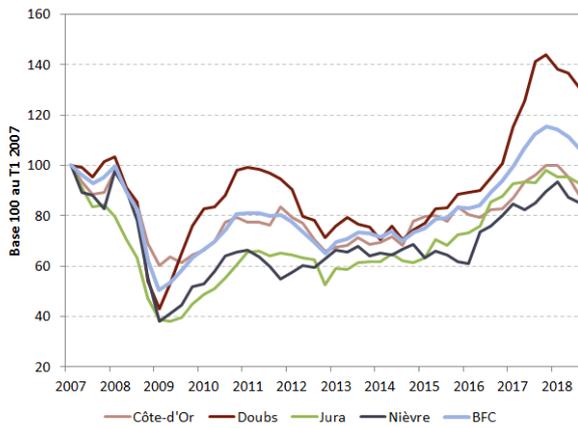
L'évolution du recours à l'intérim et la contribution des secteurs d'activité



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Directe Bourgogne-Franche-Comté

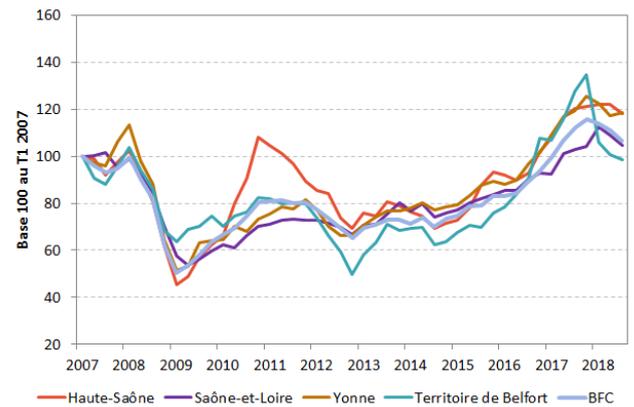
Évolution du recours à l'intérim



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Évolution du recours à l'intérim



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

MESURER L'INTÉRIM

- L'emploi intérimaire peut être mesuré à l'établissement de travail temporaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'agence d'intérim à laquelle il est rattaché. Ainsi, il est compté dans les effectifs d'un établissement de travail temporaire de la région et effectue sa mission dans un établissement qui se situe en dehors du périmètre régional. Cette définition est privilégiée dans les estimations d'emploi régionales et départementales de l'Insee, de l'Acoss et de la Dares. Elle permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.
- L'emploi intérimaire peut également être mesuré à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire à l'établissement qui emploie l'intérimaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'établissement dans lequel il effectue sa mission et peut par conséquent résider dans une autre région. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région et des grands secteurs d'activité.

ACTIVITÉ PARTIELLE : LES HEURES AUTORISÉES AUGMENTENT LÉGÈREMENT AU 4^E TRIMESTRE 2018

Les heures consommées d'activité partielle ont augmenté au 4^e trimestre 2018 par rapport à l'année précédente. Elles ont progressé dans tous les secteurs d'activité.

Les heures autorisées qui sont un indicateur avancé de la situation économique, augmentent légèrement au 4^e trimestre 2018 par rapport au 3^e trimestre 2018. Sur un an, le nombre de demandes progresse.

Activité partielle : heures autorisées en Bourgogne-Franche-Comté

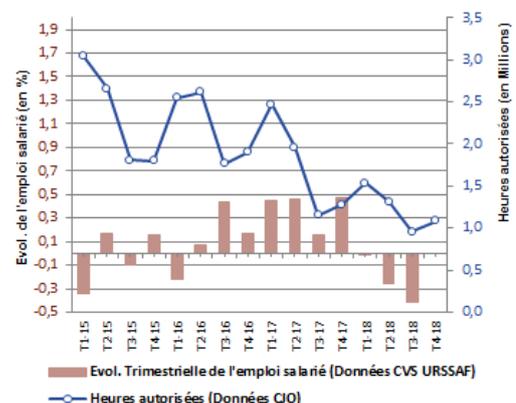
Données CJO*	BFC	
	T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Heures autorisées		
Nombre de demandes	268	+21,8
Volume d'heures autorisées	1 081 451	-15,7
dont :		
Agriculture	1 210	n.s.
Industrie	712 626	-29,1
Construction	103 601	-14,4
Commerce	84 817	n.s.
Services	179 197	+56,0
Etablissements autorisés	249	+18,6
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	43	+104,8
Nombre de salariés concernés**	2 402	-5,3
Total heures autorisées 12 mois glissés	4 884 262	-28,9

* corrigées des effets des jours ouvrables

** nombre moyen mensuel

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Le nombre d'heures autorisées et l'évolution de l'emploi



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Activité partielle : heures consommées dans la région

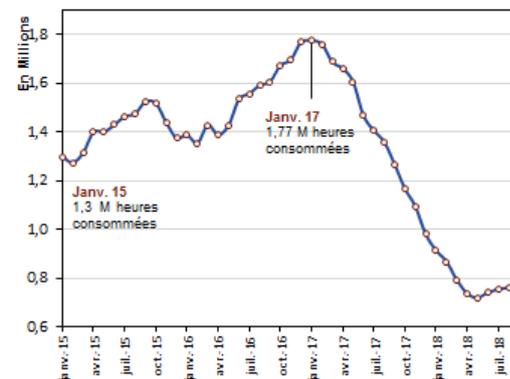
Heures consommées	BFC	
	T3 2018	Evol./T3 2017 (en %)
Nombre d'heures consommées*	140 532	+29,1
dont : Agriculture	411	n.s.
Industrie	102 238	+67,6
Construction	4 545	n.s.
Commerce	6 482	n.s.
Services	26 856	+25,0
Etabls ayant consommé des heures	207	-20,1
dont : établissements de 50 sal. et plus	28	0,0
Nombre de salariés concernés**	1 903	+42,0
Total heures consommées 12 mois glissés	773 603	-39,0

¹ Un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** nombre moyen mensuel

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissants)



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Les créations d'entreprises (tous types d'entreprises confondues) augmentent au 4^e trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté par rapport à l'année précédente (+17,6 %). Elles augmentent dans tous les secteurs.

Les défaillances d'entreprises augmentent légèrement (+0,2 %) au 4^e trimestre 2018 par rapport au 4^e trimestre 2017. Dans la région, 501 entreprises sont défaillantes et 1 026 emplois sont menacés. Cependant, le nombre d'emploi menacé diminue nettement par rapport à l'année précédente (-22,7 %). Un peu plus du tiers des emplois menacés se situe dans les services et un autre tiers dans la construction.

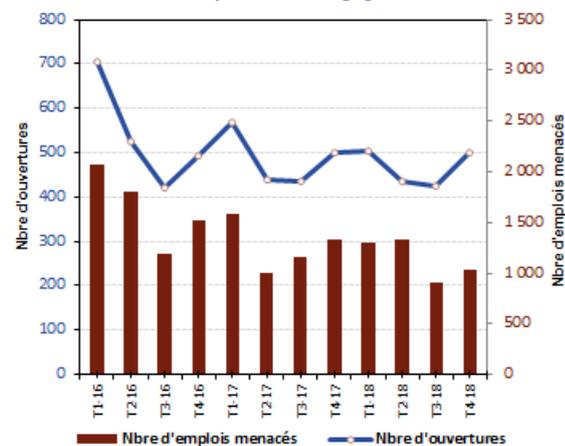
Les créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T4 2018	Evol./T4 2017 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	4 779	+17,6
dont : Entreprises individuelles	1 473	+10,8
Micro-entrepreneurs	2 015	+22,7
Sociétés	1 291	+18,1
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 764	+14,1
dont : Industrie	204	+23,6
Construction	375	+6,8
Commerce	662	+7,8
Services	1 523	+17,8
Total des créations sur 12 mois glissés	10 854	+10,7

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Les défaillances d'entreprises en Bourgogne - Franche-Comté

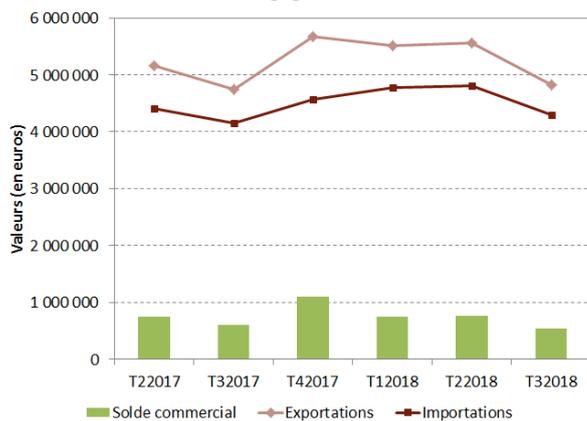


Société ALTARES-BODACC/INSEE-Sirene/DARES-SISMMO

LES EXPORTATIONS SE REPLIENT NETTEMENT AU 3^E TRIMESTRE 2018

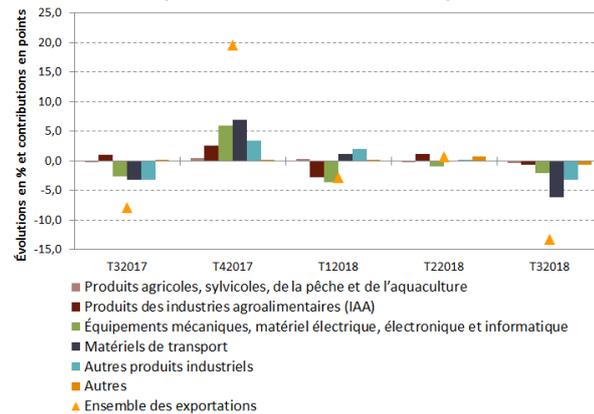
La Bourgogne-Franche-Comté représente près de 5,0 % des exportations de France métropolitaine⁸. L'Union Européenne est le principal débouché à l'export de la région. Les principaux partenaires sont l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique. Les exportations ont nettement fléchi au 3^e trimestre 2018 (-13,2 %). Cette baisse s'explique principalement par le recul des exportations des matériels de transport, des autres produits industriels et des équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique. Sur un an, les exportations progressent de 1,6 %.

Le commerce extérieur en Bourgogne – Franche-Comté



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

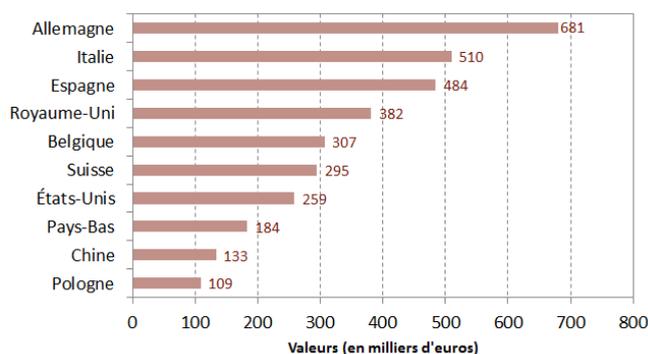
Évolutions des exportations et contributions des produits



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

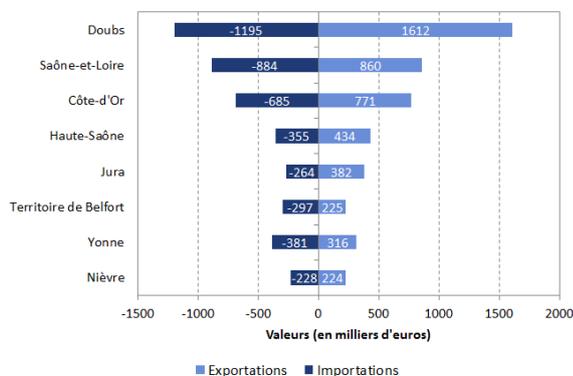
13

Exportations au T3 2018 : les principaux pays



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

Le commerce extérieur dans les départements au T3 2018



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

⁸ Chiffres du commerce extérieur pour la région et les départements, Direction générale des douanes, https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf

POUR EN SAVOIR PLUS

PUBLICATIONS RÉGIONALES :

- « *Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, février 2019.
- « *Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, février 2019.
- « *Statistiques trimestrielles des demandeurs d'emploi - 4^e Trimestre 2018* », Direccte et Pôle Emploi Bourgogne Franche Comté.
- « *Conjoncture Emploi Insee – Urssaf – Direccte : Au 3^e trimestre 2018, le repli de l'emploi salarié se confirme en Bourgogne-Franche-Comté* », Insee – Urssaf – Direccte, Insee Flash, janvier 2019.
- « *La conjoncture agricole* », Draaf, Agreste, conjoncture agricole n°31, février 2019.
- « *la conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté* », Tendances régionales, Banque de France, décembre 2018.
- « *La construction de logements neufs en Bourgogne - Franche-Comté à la fin novembre 2018* », DREAL Bourgogne Franche Comté.
- « *La conjoncture économique se dégrade au 3^e trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté* », Insee, Note de conjoncture régionale – 3^e trimestre 2018, janvier 2019.

PUBLICATIONS NATIONALES :

- « *Note de conjoncture - décembre 2018 : Du pouvoir d'achat, dans un contexte de ralentissement européen* », Insee, décembre 2018.
- « *Le PIB progresse de 0,3 % au quatrième trimestre 2018* », Comptes nationaux trimestriels – première estimation (PIB) - quatrième trimestre 2018, janvier 2019.
- « *En janvier 2019, le climat des affaires en France et le climat de l'emploi sont stables* », Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, janvier 2019.
- « *Au troisième trimestre 2018, l'emploi salarié continue de croître modérément* », Insee, Estimation flash de l'emploi salarié - troisième trimestre 2018, décembre 2018.
- « *Le taux de chômage diminue de 0,1 point au deuxième trimestre 2018* », Insee flash, août 2018.
- « *Chiffres du commerce extérieur* » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :
https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf